

## **Méthanisation : porte ouverte à l'agro-industrie**

Avril 2022

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la FNSEA et les lobbies de l'agro-industrie et de l'industrie gazière s'engouffrent dans la brèche. Tout en criant la famine, pour essayer de sauver leur système en faillite, ils poursuivent leur course folle en avant : toujours plus de productivisme et développement effréné de la méthanisation.

Au sein de ce trio mortifère, le groupe Total Energies prend toute sa place et entend bien avec l'appui discret du gouvernement français, se maintenir en Russie, où il est investi, entre autres, dans le projet pharaonique Yamal LNG dans le cercle arctique. Dans le même temps, la multinationale exploite, à coup d'expulsions, d'arrestations et de saccages, un gisement en Ouganda doublé d'un gazoduc de 1443 km.

Cette multinationale vient de signer un partenariat avec la FNSEA pour la production de « bio » gaz en France, après avoir racheté en janvier dernier l'entreprise Fonroche Biogaz qui représente 10 % du marché français.

Le gouvernement, quant à lui, se précipite pour augmenter la subvention de raccordement au réseau pour les nouveaux méthaniseurs

En un an, la production de biométhane a augmenté de 56 %, en dépit des oppositions (259 associations répertoriées). Il y a déjà 365 usines chimiques de méthanisation en France et 940 projets : 940 installations industrielles, une tous les 10 km !

Pourtant la liste des méfaits de la méthanisation est tellement longue qu'il est difficile d'en faire l'inventaire : accaparement des terres, mise en cause de la souveraineté alimentaire (au moins l'équivalent de 3 départements, consacré aux cultures énergétiques : maïs, blé, CIVE...), pollution de l'air, (méthane 25 fois plus polluant que le CO<sup>2</sup>, ammoniac, protoxyde d'azote) de l'eau (l'accident de Châteaulin est loin d'être le seul), appauvrissement des sols privés de matière organique, atteinte à la biodiversité (vers de terre, abeilles), développement de bactéries pathogènes, augmentation des algues vertes, développement du trafic routier, artificialisation des terres, odeurs nauséabondes...

Les subventions publiques, environ 30% de l'investissement, les garanties d'État auprès de la BPI et le prix de rachat de l'énergie garanti pendant 20 ans incitent les agriculteurs.trices à faire le choix de la méthanisation, entrant ainsi dans un engrenage qui les éloigne de leur vocation. Les bêtes ne valent plus que par leurs déjections, le cours des céréales se règle sur l'appétit de machines voraces. Il faut stopper cette dérive désastreuse :

**Nous demandons un moratoire sur la méthanisation et l'interdiction immédiate des cultures énergétiques alimentaires qui lui sont dédiées. Cela permettra de libérer une grande part de la surface agricole française pour la production alimentaire.**

Pour résoudre la crise de l'énergie, nous demandons :

- l'arrêt progressif de l'utilisation des engrais azotés fabriqués à partir du gaz naturel importé,
- le passage rapide à une agriculture paysanne beaucoup moins gourmande en énergies fossiles et produisant une alimentation saine.

\*CAPSEB (Convergence Pour une Agriculture Paysanne Sociale et Écologique en Bretagne)  
adresse : [capseb.convergence@gmail.com](mailto:capseb.convergence@gmail.com)

Pour la CAPSEB :

Pierre Etienne : 06 81 08 51 87, Jean Rohel : 06 79 37 05 70, René Louail : 06 72 84 87 92